

PREFET DE L'EURE

Secrétariat Général

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION, DES ÉLECTIONS,
DU COMMERCE ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE

Affaire suivie par Béatrice Mélo

☎ : 02 32 78 28 26

☎ : 02 32 78 26 38

✉ : beatrice.melo@eure.gouv.fr

Evreux, le 20 juin 2014

Le Préfet de l'Eure

à

Mme la chef de l'unité territoriale de la DREAL

BORDEREAU DE TRANSMISSION

Objet	Nb de pièces	Instructions
société : ASHLAND SPECIALTIES FRANCE (ex AQUALON FRANCE BV) commune d'implantation : Alizay - arrêté préfectoral complémentaire n°D1-B1-14-503 du 20 juin 2014 autorisant le changement d'exploitant et imposant à la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE la constitution de garanties financières pour ses installations implantées sur le territoire de la commune d'Alizay	1	<input type="checkbox"/> pour information <input type="checkbox"/> pour avis de classement <input type="checkbox"/> pour rapport au CODERST <input type="checkbox"/> pour rapport à la CDNPS <input type="checkbox"/> pour éléments de réponse <input type="checkbox"/> pour projet de réponse <input checked="" type="checkbox"/> autre (préciser): en retour après signature et transmission aux intéressés

Pour le préfet et par délégation
L'attaché, adjoint au chef du bureau

Nadir MILIANI



UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN

UNIVERSITE DE CAEN



PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n° D1-B1-14- 503 portant sur des prescriptions complémentaires autorisant le changement d'exploitant et imposant à la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité en cas d'arrêt définitif de son installation sise à Alizay

**Le Préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU

- le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 512-31 et R. 516-1 et suivants,
- le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- le décret du Président de la République en date du 29 septembre 2011 nommant M. Dominique SORAIN préfet de l'Eure,
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° SCAED-11-92 du 9 novembre 2011 portant délégation de signature à M. Alain FAUDON, secrétaire général de la préfecture,
- l'arrêté d'autorisation d'exploitation de la société AQUALON FRANCE B.V en date du 9 janvier 2013,
- la demande présentée le 9 mai 2014 par la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE dont le siège social est situé 655 route du Pin Montard à BIOT (06410) en vue d'obtenir l'autorisation de changement d'exploitant du site exploité à Alizay, Zone industrielle du Clos Pré par la société AQUALON FRANCE B.V,
- le dossier déposé à l'appui de sa demande,
- les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE par courrier du 20 décembre 2013 complétées le 6 mai 2014,

- le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mai 2014,
- la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 10 juin 2014,
- la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 12 juin 2014,
- la déclaration du demandeur, par courriel du 18 juin 2014, d'absence d'observation sur ce projet

CONSIDERANT :

que l'installation exploitée est notamment soumise à autorisation au titre de la rubrique n°1431 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et qu'elle est considérée comme existante au sens de ce même arrêté,

que les activités concernées par cette rubrique sont exercées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé,

que la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE exploite régulièrement des installations soumises d'une part, à autorisation au titre de la législation sur les installations classées, et d'autre part, à la constitution de garanties financières à Alizay,

que d'après le rapport établi par l'inspection des installations classées, la société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE dispose des capacités techniques et financières afin d'exploiter le site,

qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application, à l'encontre d'ASHLAND SPECIALTIES FRANCE, des dispositions prévues à l'article R512-31 et R516-1 du Code de l'environnement

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE dont le siège social est situé 655 route du Pin Montard à BIOT (06410) est autorisée à exploiter les installations de fabrication de carboxyméthylcellulose et de transformation de polymères sis à Zone industrielle « Le Clos Pré » à Alizay.

Cette autorisation est subordonnée au respect des prescriptions édictées par la réglementation et notamment les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant le site dont l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2013 et le présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2013 sont complétées par le présent arrêté.

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE, ci-après dénommée « l'exploitant » est tenue, dans le cadre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité des installations listées à l'article 2 du présent arrêté, implantées sur le site d'Alizay.

Article 2 : Installations couvertes par les garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations listées dans le tableau ci-après ainsi qu'à leurs installations connexes implantées sur le site susvisé :

Installation (rubrique d'activité)	Libellé / alinéa
1431	Fabrication de liquides inflammables

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement.

Article 3 : Montant des garanties financières / natures et quantités de déchets couvertes par ces garanties

Le montant des garanties financières est fixé à 497 170 € TTC.

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé au présent article a été calculé.

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	26 tonnes
Déchets dangereux	488 tonnes

Article 4 : Constitution des garanties financières

Le document attestant de la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les documents attestant de la constitution des garanties financières sont transmis à l'inspection des installations classées selon l'échéancier suivant, établi en fonction du type de garants :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2014	20 %	20 %
1er juillet 2015	40 %	30 %
1er juillet 2016	60 %	40 %
1er juillet 2017	80 %	50 %
1er juillet 2018	100 %	60 %
1er juillet 2019		70 %
1er juillet 2020		80 %
1er juillet 2021		90 %

1er juillet 2022		100 %
------------------	--	-------

Article 5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les 5 ans, ou dans les 6 mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période au plus égale à cinq ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation ci-après :

$$Mn = Mr * (Indexn / IndexR) * (1 + TVAn) / (1 + TVAR)$$

Avec :

Mn : le montant des garanties financières devant être constituées l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

Mr : le montant de référence des garanties financières, fixé à l'article 3 du présent arrêté

Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

IndexR : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières ; indexR = 702,2 (juillet 2013)

TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières

TVAR : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté ; TVAR = 19,6

Les indices TP01 sont consultables au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité doit nécessiter une révision du montant de référence des garanties financières.

Article 6 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance susvisée, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Tout changement de garant ou de formes de garanties financières et toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières doivent faire l'objet d'une information au préfet.

Article 7 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Article 8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des activités visées à l'article 2 du présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce Code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9 : Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à l'arrêt définitif total ou partiel des activités listées à l'article 2 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, par rapport de l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 11 : Voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- dans un délai d'un an pour les tiers à compter de la date de la publication ou d'affichage en mairie,
- dans un délai de deux mois pour le demandeur à compter de la notification à l'exploitant.

Article 12 : Affichage

En vue de l'information des tiers, un extrait dudit arrêté énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions, et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, est affiché à la mairie pendant une durée

minimum d'un mois.

Un procès verbal de ces formalités doit être adressé à la préfecture de l'Eure.

Le même extrait doit être affiché en permanence de façon lisible aux portes de l'installation par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté doit par ailleurs être tenue au siège social de l'exploitant à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un avis doit être inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Ce même avis doit être publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la l'Eure.

Article 13 : Exécution de l'arrêté

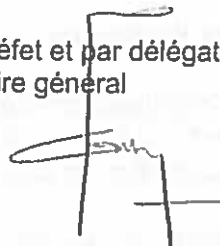
Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le maire de la commune d'Alizay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie (DREAL), le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) de Haute-Normandie, la directrice départementale des territoires et de la mer de l'Eure (DDTM), ainsi que tout agent habilité des services précités et toute autorité de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du dit arrêté est adressée :

- au maire d'Alizay,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie,
- à la directrice départementale des territoires et de la mer de l'Eure,
- au directeur général de l'agence régionale de santé de Haute-Normandie,
- à la directrice de la prévention et de la sécurité civile de la préfecture de l'Eure,

Fait à Evreux, le **20 JUIN 2014**

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Alain FAUDON